

Le « cadrage » de cette **manif du dimanche 11 janvier** à Mulhouse est, semble-t-il, à nouveau « assuré » par ces responsables politiques qui n'ont pas permis que la LDH prenne la parole lors du rassemblement du jeudi 8 janvier. On se doutait bien qu'en dépit des apparences qu'ils se sont données ces derniers jours, le Maire de Mulhouse et le Président de la M2A sont plutôt « *LUCAS* »<sup>(1)</sup> que « *CHARLIE* » ; ils n'auront pas mis longtemps à le reconnaître !...

**Eux, comme beaucoup d'autres responsables politiques à travers tout le pays et toute la planète, auraient beaucoup à perdre si les vraies responsabilités de la terrible situation actuelle étaient mises à jour.** Ceux d'en haut vont tout embrouiller pour qu'on n'y comprenne rien. **Nous autres, en bas, avons une autre responsabilité : lire, agir, s'organiser et réfléchir pour que le plus grand nombre d'entre nous s'approprient les connaissances et la raison.** Ce sera difficile, certes.

Mais restons optimiste : la lecture, ci-dessous, d'une analyse de type « *CHARLIE* » devrait quand même paraître supportable, voire instructive, à bon nombre de participants de la manifestation de ce dimanche 11 janvier. Elle pourrait même permettre d'éviter certaines récupérations et prévenir certaines dérives.

C'est une association<sup>(2)</sup> qui est à l'origine de ce tract. Elle a édité pendant vingt cinq ans la revue papier « *A Contre Courant* » qui a cessé de paraître en avril 2013, avec [le n° 251](#). Les alertes lancées suite à des difficultés que connaissent toutes les revues du même type n'ont jamais été entendues par les responsables politiques : les aides publiques et les ressources publicitaires sont essentiellement réservées à la presse bien pensante !... (pour prendre connaissance de ce problème et du combat mené : rendez-vous sur le site [www.acontrecourant.org](http://www.acontrecourant.org) catégorie « *presse libre en danger* »).

## Leurs responsabilités et les nôtres

**Au-delà de l'émotion inévitable et de la condamnation légitime, comment (ré)agir à l'assassinat d'une douzaine de personnes dans et aux abords des locaux de *Charlie Hebdo*, dont une bonne partie de sa rédaction ? Et surtout, comment ne pas (ré)agir ?**

**Car il n'est pas question de hurler avec les loups de l'extrême droite et de la droite extrême, toutes tendances confondues, qui déjà désignent l'ensemble des musulmans vivant en France, et partout dans le monde, comme les responsables collectifs et les coupables désignés de cet acte, au nom d'une soi-disant nature intrinsèquement criminelle de l'islam qui créerait un « *choc des civilisations* » et qui le rendrait incompatible avec la modernité occidentale. Les droites extrêmes poursuivent et aggravent leur propagande raciste ordinaire, dont l'islamophobie constitue une dimension essentielle, désignant ceux et celles qu'elles amalgament sous le nom d'« *immigrés* » comme des boucs émissaires chargés de tous les maux, réels ou imaginaires, qui nous accablent et comme des cibles toutes désignées, que certains n'ont pas attendu pour viser au cours des dernières heures, en s'en prenant à des mosquées, des épiceries ou des restaurants fréquentés par des musulmans.**

### Toutes les religions...

Face à ces entreprises d'instrumentalisation politique de la haine raciale, il faut continuer à rappeler que, comme toute religion, l'islam est divers dans l'espace et le temps et qu'il ne saurait se réduire à ses tendances fondamentalistes ou intégristes et, encore moins, aux mouvements, groupes ou individus djihadistes qui peuvent s'en réclamer. Il faut rappeler aussi qu'en donnant naissance à quelques excroissances monstrueuses, l'islam contemporain ne fait pas exception : des phénomènes identiques se sont développés ou se développent aujourd'hui encore au sein du bouddhisme, du judaïsme ou du christianisme (pour en rester aux religions à prétention universelle). Certains mouvements d'extrême droite en sont d'ailleurs l'illustration directe. Et c'est pourquoi il faut rappeler enfin que la critique de la religion, de *toutes* les religions, est et reste nécessaire et légitime, notamment lorsqu'elles donnent dans l'intolérance et a fortiori lorsqu'elles cherchent à engendrer des régimes théocratiques.

### L'Union Sacrée ?!...

#### La République ?!...

Mais il n'est pas question non plus de mêler notre voix ou, plus exactement, notre absence de voix (car ce serait demander de nous taire) à tous ceux qui en appellent aujourd'hui, comme il y a un siècle, à l'Union Sacrée, dans sa version de droite (la défense de la nation – quand ce n'est pas de l'ordre et de la loi) comme dans sa version de gauche (la défense de la République).

La République, quel qu'en soit le numéro, n'a jamais été et ne sera jamais que le paravent des combinaisons bourgeoises et l'instrument de l'oppression des classes populaires. C'est au nom de la République que l'on a mené des guerres pour la colonisation et contre la décolonisation des populations dont les descendants en subissent encore aujourd'hui les séquelles, aussi bien dans le développement socioéconomique inégal que la colonisation a institué et auquel la décolonisation n'a pas mis fin, qu'au sein des anciennes

métropoles coloniales vers lesquelles elles ont « choisi » d'émigrer.

Surtout, toute Union Sacrée exonère les leaders politiques d'aujourd'hui et d'hier, de gauche comme de droite, mais aussi leurs valais médiatiques, de **leurs lourdes responsabilités** dans la genèse, l'entretien et l'aggravation des situations qui nous ont conduits où nous en sommes. Car on doit se poser la question suivante : pourquoi et comment deux jeunes issus de l'immigration maghrébine vivant en France aujourd'hui sont-ils devenus des tueurs djihadistes ? Quelques-uns des éléments de réponse sont à portée de main :

A commencer par le chômage de masse et celui du travail précaire et sous-qualifié, la paupérisation relative et même absolue de certaines couches populaires - notamment celles parquées dans des banlieues déshéritées sur le plan de leurs équipements collectifs et de leur service public -, l'aggravation des inégalités sociales sur tous les plans, la réduction des perspectives de mobilité sociale ascendante, etc. Le tout alors que s'étale de plus en plus

cyniquement l'arrogance de la réussite de ceux qui échappent à l'ensemble de ces phénomènes, et qui en profitent même.

## Plus durement touchés et stigmatisés

Autant de processus auxquels tous les responsables politiques ont contribué, de gauche comme de droite. Se succédant depuis plus de trente ans à la tête de l'État, ils n'ont cessé d'élargir le champ, et de durcir le cours, des politiques néolibérales qu'ils ont mises en œuvre. Des politiques qui ont frappé durement la grande majorité des populations immigrées originaire d'Afrique noire, du Maghreb, de Turquie ou du Proche-Orient, non seulement parce qu'elles font partie du prolétariat mais encore parce que, dans leur cas, les effets de ces politiques ont été aggravés par l'oppression spécifique à base de stigmatisation xénophobe et raciste dont elles sont les victimes au quotidien.

Une stigmatisation qui a fini par donner un sens infamant aux termes « immigrés », « Arabes », « musulmans », et ce, dans la confusion la plus totale. Une stigmatisation dont certains agents de l'État au sens large (des enseignants, des employés de préfecture ou des organismes de protection sociale, des travailleurs sociaux, des policiers surtout, des juges aussi) ne sont pas les moindres responsables, générant ainsi un véritable racisme d'État. En quoi ils ont d'ailleurs été encouragés non seulement par l'impunité dont ils ont bénéficié de la part de leur hiérarchie respective mais aussi par l'encouragement implicite que leur adressent certains responsables politiques.

## L'exemple est venu de haut

Car l'exemple est venu de haut et depuis des décennies :

- de Pierre Mauroy, alors Premier ministre, dénonçant les grèves des OS (pour l'essentiel des travailleurs immigrés) de l'automobile comme responsables de la défaite de la gauche gouvernementale lors des élections municipales en mars 1983,

- de Jacques Chirac, alors ex Premier ministre et futur président de la République, incommodé par « le bruit » et « les odeurs » des quartiers à dominante de populations immigrées (juin 1991),

- jusqu'aux plus récentes déclarations sur les Rom d'un ministre de l'Intérieur devenu depuis lors Premier ministre,

- en passant par la promesse de Nicolas Sarkozy en juin 2005, alors ministre de l'Intérieur et lui aussi futur président de la République, de nettoyer

les cités au Karcher. On arrête là une énumération qui pourrait être beaucoup plus nourrie...

C'est dans les plus hautes instances de l'État soi-disant républicain que n'ont cessé de se multiplier des « dérapages » xénophobes à des fins démagogiques.

Des dérapages qui n'auraient pas dépareillé le discours ordinaire d'un Jean-Marie Le Pen qui a d'ailleurs eu plusieurs fois l'occasion de se plaindre, à raison, qu'on lui dérobait la pièce de choix de son commerce politique : la désignation de « immigrés » (nécessairement musulmans) comme boucs émissaires. Et, pour parfaire le portrait de cette France nauséabonde, il faut enfin évoquer les éditoriaux, unes, reportages, campagnes à relents racistes d'un grand nombre de médias, ainsi que les réflexions de tous les Dupont-la-Joie qui ne se limitent malheureusement pas aux piliers de comptoir.

## Pour que les révoltes ne soient pas dévoyées

Pour un individu ou un groupe systématiquement stigmatisé, il est différentes manières de se défendre ; l'une d'elle, la plus paradoxale, peut-être, mais la plus redoutable sûrement, consiste à endosser le stigmate pour le retourner contre ceux qui le stigmatisent. A force de dévaloriser quelqu'un et de l'accabler sans cesse, on finit par le transformer... Autrement dit, on provoque un repli de l'individu ou du groupe sur son identité assignée. Dans le meilleur des cas cela se produit sur le mode de la fierté digne (c'est par exemple le motif du port du fameux voile par certaines des femmes musulmanes). Dans le pire des cas c'est le mode haineux qui l'emporte, dans l'attente de l'occasion de se venger des affronts subis. Ce qui constitue évidemment un terreau très favorable pour la réception des discours de l'islam radical, intégriste ou djihadiste.

Ce dernier processus devrait nécessairement interpeller les forces politiques qui luttent pour l'émancipation à l'égard de toutes les formes d'oppression. Car il n'y a rien de fatal à ce qu'un potentiel de révolte suscité par l'injustice sociale et la stigmatisation raciste conduise à un acte placé sous le signe de l'identitarisme religieux. Si elle trouvait des voies alternatives, une révolte risquerait beaucoup moins d'être dévoyée.

**Et c'est là que la responsabilité des forces politiques est engagée**, et plus particulièrement celle des organisations qui ont la lucidité d'analyser le

niveau de toxicité et de dangerosité atteint par le système capitaliste : elles n'ont pas su, pour l'instant, proposer de telles alternatives, ou bien trop peu. D'abord par faiblesse politique : quelle est leur présence sur le terrain, au sein des entreprises et des quartiers où travaillent et vivent les populations en proie à ce drame ? Quelle est la portée réelle des solidarités (associatives, syndicales, partisans) avec elles et avec leurs mobilisations ? La méconnaissance relative des situations spécifiques dans lesquelles se trouvent ces populations est aussi en cause. Comme l'est la négligence, au moins relative, avec laquelle ces forces ont traité jusqu'à présent toutes ces questions, au point d'avoir comme tout le monde été prises au dépourvu par le fracas des rafales Kalachnikov qui ont résonné le mercredi 7 janvier dans les locaux de *Charlie Hebdo*, et en d'autres endroits les jours suivants.

L'équipe de l'association  
A Contre Courant

(1) Patron à poigne du CIC- Crédit Mutuel, donc de tous les quotidiens du groupe EBRA (dont L'Alsace et les DNA) Michel Lucas a annoncé récemment sa démission. Un faux-départ : il conserve les manettes utiles (voir [un article paru dans L'Alterpres-se68](#)).

(2) A CONTRE COURANT BP  
12123 68060 MULHOUSE CEDEX 2

